

# chez RENAULT ?

paraît inévitablement indiquer dans quelle perspective nous débouçons : UNE ACCENTUATION, UN DURCISSEMENT DES CONFLITS DE CLASSE, UNE EPREUVE DE FORCE. La période où le partage des « fruits de la productivité » constituait le fondement de l'activité syndicale, SE TERMINE. C'est ce changement de conjoncture et la modification de la politique patronale en découlant qui n'ont pas été appréciés correctement par les divers syndicats de l'usine, au moins publiquement. L'absentéisme ouvrier aux réunions syndicales, le découragement et la désorientation des militants ouvriers et syndicaux, privés de perspectives, en sont une des conséquences, venant s'ajouter au manque de confiance, maintenant généralisé, hérité des défaites passées.

Nous avons vu plus haut que les syndicats indépendants et C.G. Cadres ont signé la « reconduction de l'accord ». La C.F.T.C. et la C.G.T., à l'heure où nous écrivons, refusent toujours leur signature. Le plus curieux de leur attitude, depuis le début des discussions, c'est qu'il est IMPOSSIBLE DE SAVOIR CE QU'ILS VONT FAIRE. Si l'on prend un tract de la C.G.T. du 12 décembre, jour de l'entrevue syndicats-direction aux Champs-Élysées, on lit pendant les 3/4 du papier une dénonciation de la politique de la Régie qui « se refuse à toute discussion », « n'admet pas de modification à son texte », etc..., puis en deux phrases, il est fait allusion au fait que le personnel ne se résigne pas à la politique d'austérité, et se prépare à « réagir comme il convient » (sic). Dans le dernier quart du tract, en une quinzaine de lignes, on peut lire que la C.G.T. est désireuse de participer aux « discussions » (après avoir dit au recto que la direction s'y refusait), que la situation justifie l'augmentation substantielle des salaires, qu'il faut supprimer les restrictions sur les primes, discuter les avenants des catégories professionnelles. Puis, après avoir répété que les discussions n'aboutissent à un résultat positif que lorsqu'elles sont appuyées par l'action unie des travailleurs, et que l'absence de la C.G.T. rend plus faciles les refus de la direction, le tract conclut que la C.G.T. se présentera à la Réunion des Champs-Élysées. C'EST TOUT. Pour faire quoi? Va-t-elle signer? et à quelles conditions? Les travailleurs n'en savent rien. Dans ce tract, il n'est d'ailleurs JAMAIS PRÉCISÉ COMMENT LES TRAVAILLEURS DOIVENT AGIR. Le lundi 16, aucun compte rendu public n'avait été fait. En l'absence d'un « climat de bataille », impossible à créer artificiellement, RIEN N'EMPECHAIT la tenue de meetings, ni une campagne d'agitation et propagandiste large. Rien n'empêchait non plus, après avoir dénoncé les conditions dans lesquelles ont lieu les prétendues discussions, que la C.G.T. affirme qu'elle NE SIGNERA PAS L'ACCORD. Dans la situation présente, pour chaque ouvrier, cette signature équivaudrait à une acceptation de la politique de la direction, la reconnaissance d'un rapport de force en faveur de cette dernière, ABOUTISSANT SURTOUT A CE QUE LES OUVRIERS CONCLUENT QU'IL N'Y A RIEN A FAIRE à l'étape actuelle.

NE PAS SIGNER implique que la C.G.T. commence une bataille, ou la prépare et y appelle. SIGNER PRESENTEMENT serait une capitulation comme ce le fut déjà lors de l'intervention de Benoît Frachon en 1955. Cette éventualité est envisagée ouvertement à la direction du syndicat. C'est ainsi que le Comité Exécutif du syndicat du 13 décembre prépare le terrain, soi-disant pour faire échec à des « manœuvres » que des discussions SANS LA C.G.T. pourraient provoquer. Déjà en 1955, Benoît Frachon invoquait la même raison pour signer. Mieux encore, il affirmait qu'il fallait signer pour participer aux discussions sur les avenants. OR, JAMAIS LA C.G.T. N'A ETE CONVOQUEE, MALGRE SA SIGNATURE de l'accord. Les « manœuvres » ont existé, INDEPENDamment de cette signature, comme elles existent toujours actuellement. Les syndicats croupions-maisons C.G.C.-S.I.R.-F.O. continuent leurs entrevues dans les coulisses, AUJOURD'HUI COMME HIER. On peut dire que le fameux accord du 15 septembre N'A JAMAIS ETE DISCUTE, Dreyfus ayant élaboré AVANT ses positions, ses concessions, et la rédaction même de l'accord, EN TENANT COMPTE du rapport de forces et de la POLITIQUE DES ORGANISATIONS SYNDICALES. Le « succès » des manœuvres de Dreyfus n'est pas à mettre au compte de « son » habileté, de « son » intelligence, comme l'on dit dans les conversations entre militants, mais à PORTER AU PASSIF de l'orientation syndicale. Pendant longtemps, F.O.-C.G.C.-S.I.R. et même C.F.T.C. ont brandi les succès de LEURS CONVERSATIONS avec Dreyfus, en opposition à l'« agitation » de la C.G.T. C'est la position constante des réformistes de tous poils, il n'y a rien de nouveau dans cette attitude.

Le fait nouveau, C'EST LE CHANGEMENT, L'EVOLUTION DE LA C.G.T., qui prétend maintenant, elle aussi, se prêter à cette mascarade. En se préparant à signer, en s'alignant ainsi sur les autres syndicats, la C.G.T. ne peut ni rassembler la classe ouvrière pour la lutte, ni stimuler ses militants, écartelés entre leur volonté de lutte et l'opportunisme de fait de leurs dirigeants.

Le fond commun de toutes les directions syndicales de l'usine, c'est qu'elles espèrent toutes que Dreyfus lâchera « quelque chose », dont elles entendent bien réclamer la paternité et prétendre justifier ainsi par là leur existence ou leur politique.

Toute l'orientation de la C.G.T. est à reprendre, à commencer par une critique sérieuse de la NON-REALISATION de l'organisation des grèves tournantes et particulières, constater pourquoi les ouvriers N'EN VEULENT PAS, examiner les raisons de la « retombée » après les débrayages de septembre et octobre. C'est sur cette base que la définition d'une plateforme revendicative, et les moyens à mettre en œuvre pour la faire aboutir en liaison avec TOUS LES TRAVAILLEURS dans une perspective de préparation de la GREVE GENERALE, SONT APTES à redonner ESPOIR, DYNAMISME et PERSPECTIVES aux militants ouvriers.

obliger les directions syndicales à ouvrir de réelles perspectives de succès, en liant le mouvement au reste du secteur public, aux fonctionnaires et à l'ensemble de la classe, telle est la seule possibilité actuelle qui s'impose aux meilleurs militants des P.T.T.

F. D.

## Chez les instituteurs

« Sachant que le gouvernement accorde une augmentation de 10.000 francs par an aux fonctionnaires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958, quelle sera leur augmentation quotidienne? » Tel est le problème que certains instituteurs ont posé à leurs élèves. La réponse est 26 francs environ.

Il ne faudrait pas en conclure que les enseignants ont accueilli les mesures gouvernementales avec le sourire. Ils les prennent pour ce qu'elles sont : une insulte.

On sait que dans la Seine, lors de la grève du 19 novembre, la moyenne des grévistes avait dépassé 90 %, certaines sous-sections ayant débrayé à 100 %. Poussés par cette combativité, le S.N.I. la F.E.N. s'orientent vers une action menée en liaison avec les autres syndicats de fonctionnaires, mais ce que ressentent les syndiqués, c'est l'absence de perspectives clairement tracées par les dirigeants syndicaux.

La direction réformiste, si « démocratique », se garde bien de solliciter la base à ce sujet, sans doute parce qu'elle n'ignore pas que les travailleurs de l'enseignement, comme les autres travailleurs, répondraient : il faut la grève générale illimitée...

## MENACE DE CRISE ÉCONOMIQUE

BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT DES SALAIRES EN FRANCE.

M. Dumontier a présenté un rapport au Conseil Economique d'où il ressort que, dans les derniers mois, le pouvoir d'achat des salariés est revenu au niveau d'il y a deux ans. Et ceci, en se basant en partie sur des chiffres officiels qui reflètent toujours la situation des travailleurs sous une forme très « optimiste ».

Outre cette diminution directe du niveau de vie, cette baisse du pouvoir d'achat en diminuant la demande de marchandises comporte le risque d'entraîner une diminution de la production et donc une augmentation du chômage.

### RECESSION AUX U.S.A.

Le nombre des chômeurs s'est accru de 700.000 en novembre dernier et a atteint 3.200.000, chiffre le plus élevé depuis novembre 1949.

Le nombre des travailleurs employés est de 64.900.000, soit 1.100.000 de moins qu'en octobre et 300.000 de moins qu'en novembre 1956.

Le nombre des ouvriers d'usines est de 16.600.000, soit 230.000 de moins qu'en octobre et 625.000 de moins qu'en novembre 1956.

En même temps, l'horaire de travail hebdomadaire moyen pour novembre pour les ouvriers d'usines est tombé à 39,2 heures, la plus basse moyenne de novembre depuis 1949.

L'agriculture, la production des biens durables, la métallurgie et l'industrie des machines sont les plus touchés.

Les projets d'investissements et les commandes de machines sont en baisse.

### BAISSE MONDIALE DES MATIERES PREMIERES.

Le prix des matières premières en octobre-novembre 1957 est plus bas de 7,5 % par rapport à la moyenne de 1956 et de 9 % par rapport à la moyenne de 1955.

Les pays exportateurs de matières premières auront leurs ventes abaissées de 3,5 à 4 milliards de dollars au moins. Ces pays étant surtout des pays non industrialisés et importateurs de produits fabriqués, les pays exportateurs de ces produits voient les débouchés se rétrécir ; et leur balance commerciale se détériore davantage.

Le risque de dépression mondiale s'accroît.

### RISQUES D'EFFONDREMENT DU CREDIT.

Des économistes calculent que, durant l'année 1956 et le premier semestre 1957, environ 5 milliards de dollars d'exportation ont été financés par des crédits à court et moyen terme : Europe de 2 à 2,5 ; Asie Orientale, 1 à 1,5 ; Proche-Orient et Afrique, 1 à 1,5 ; Amérique latine et reste du monde (sauf les Etats ouvriers), 0,5.

Si les U.S.A. n'avaient pas versé, sous forme d'aide militaire et économique, environ 5 à 6 milliards de dollars, cette sur-exportation non compensée par des ventes réelles des pays importateurs ou des crédits à long terme, atteindrait 10 milliards de dollars.

Etant donné que la part des exportations dans la production nationale a augmenté considérablement pour une série de pays (Allemagne 25 % des biens d'équipement, 30, 40, 50 % dans certaines branches ; Suède et Norvège 40 %) un arrêt des possibilités de crédit, la baisse de prix des matières premières exportées par les pays importateurs de biens industriels, ou la cessation des paiements d'un pays peuvent amener une crise que certains estiment pouvoir être comparable même à celle de 1929.

## la Vérité des travailleurs

A BESOIN DU SOUTIEN DE TOUS SES LECTEURS POUR SUBSISTER.

## AIDEZ

## “La Vérité des Travailleurs”

SOUSCRIVEZ A

Son CCP 6965-68 Paris

## NS LA FONCTION PUBLIQUE

és, avec les 220.000 fr. dès le 1<sup>er</sup> janvier le gouvernement joue sur la division

peu de chance pour qu'une grève avant la fin de l'année. Cependant le con-fonctionnaires avec le gouvernement des sérieux, car le mécontentement existe dans beaucoup de corporations et sée de la base en province ou ailleurs ut-être assez forte pour déborder et rom-tie des directions syndicales.

## chez les postiers

la grande diversité des activités peut ranger les travailleurs des P.T.T. grandes catégories dont les traits sont plus ou moins accentués. La première se rapproche le plus du prolétariat in-comporte notamment les agents des li-facteurs, les manutentionnaires, les s de voitures postales... la seconde est essentiellement du personnel plus sédentaires des guichets, du tri, des chèques des administrations régionales et centra- y a pas évidemment une séparation ab-rigide mais l'existence de cette différen- e vérifie par le fait que la Fédération (C.G.T.) a une influence beaucoup plus armé les facteurs, les agents des lignes,

les manu que parmi les agents d'exploitation (guichets, tri, etc...). La proportion est inverse pour la Fédération F.O. dont la plupart des cadres sont en même temps des cadres administratifs (inspecteurs, receveurs, chefs de service...).

Comme dans l'ensemble du mouvement ouvrier, les effectifs syndicaux connaissent la stagnation. Il existe un manque de confiance quasi-général envers les directions traditionnelles qui ne peut être identifié à une démoralisation. Dans la dernière période il y a eu deux mouvements de grève qui ont connu un succès mitigé. L'analyse de ces demi-échecs révèle l'évolution actuelle des travailleurs des P.T.T. Certains secteurs ont débrayé avec élan, soit qu'ils espéraient que ces luttes partielles étaient des étapes vers un mouvement d'ensemble, soit qu'ils gardaient une certaine confiance envers la C.G.T., non pas tellement à cause de son orientation mais en égard à certains de ses militants, réellement liés aux masses.

D'autres secteurs ont hésité à débrayer. Indépendamment du frein constitué par l'influence F.O., il faut également y reconnaître un effet de la méfiance que nous avons signalée plus haut. Consciemment ou non, ces travailleurs semblent des partisans du « tout ou rien ». Que cette attitude soit erronée ou non, elle existe incontestablement dans certaines couches de postiers. S'appuyer sur leurs forces encore intactes pour